

UNE URGENCE QUI DURE DEPUIS TROP LONGTEMPS

Quelle est la première cause de mortalité infantile dans le monde ? L'eau ! Quel est le principal frein à l'émancipation de la femme ? Encore l'eau ! Quel est le premier obstacle à la scolarisation des petites filles ? Toujours l'eau !

Dans le premier cas, c'est la mauvaise qualité de l'eau d'alimentation qui est en cause. Les maladies de la mauvaise eau (diarrhée, choléra) tuent plus sûrement que la soif. Le manque d'accès de proximité à l'eau potable aliène de nombreuses femmes dans le monde.

Le manque de toilettes dans les écoles empêche les jeunes filles de rester toute une journée à l'école. La réalité de l'eau est simple et cruelle. Les statistiques de l'ONU n'en sont que plus révoltantes : 1 milliard d'êtres humains ne disposent pas d'un accès à l'eau potable convenable, 2,5 milliards polluent leur ressource en eau potable avec leurs eaux usées, faute de pouvoir les assainir ! En l'an 2000, l'ONU et la communauté internationale voulaient éliminer la pauvreté en 2015 ou du moins la réduire par deux. Ce sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le chantier est colossal. Dans le monde, il faudrait, tous les jours pendant 15 ans, équiper une ville grande comme Strasbourg ou comme Nice pour tenir parole. Neuf ans après l'annonce, la communauté internationale est loin du compte. « Nous avons accompli des progrès importants vers la réalisation de ces huit objectifs, mais nous ne sommes pas sur la bonne voie pour remplir nos engagements », annonçait en introduction du rapport 2008 des OMD Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies. Le 5ème Forum Mondial de l'eau, d'Istanbul,



Dans l'enclave féministe d'Umoja au Kenya - © Bruno Fert - Picturertank

a souligné la friolanté des Etats.

« Ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique », notait de retour de Turquie, Guy Fradin, directeur de l'Agence de l'eau Seine Normandie et membre du Conseil Mondial de l'eau.

Créer des services de l'eau nécessite aussi d'assurer un minimum de démocratie locale. Les Etats ne sont pas toujours génétiquement programmés pour...

Dans ce contexte, les initiatives locales, qu'elles soient prises par des ONG ou par des pouvoirs locaux, constituent un précieux recours. Cela fait bientôt cinquante ans que les premières villes françaises comme Loudun (86) se sont engagées dans des programmes de coopération et

de solidarité internationale.

Comme souvent en matière de solidarité, la pratique a précédé la loi. Depuis 1992, les collectivités locales sont émancipées et ont le droit de financer des actions de fraternité internationale. Depuis 2005 et la loi dite Oudin-Santini, elles sont autorisées à consacrer jusqu'à 1% des recettes des services publics de l'eau pour aider des hommes et des femmes dans le monde à bénéficier d'un service de l'eau digne de ce nom. Et ici comme ailleurs, gérer l'eau pour tous, c'est donner le sens de la vie à la démocratie.

L'accès à l'eau selon l'OMS : « la possibilité de disposer d'au moins 20 litres d'eau par personne et par jour à partir d'une source salubre dans un rayon d'un kilomètre ».

Sommaire

- 1 **L'eau une urgence qui dure**
- 2 **Édito** : les gouttelettes de l'espoir
- 3 **Réciprocité** un projet éditorial innovant
- 4 **Planisphère** : Où va le 1 % solidarité eau ?

RÉCITS

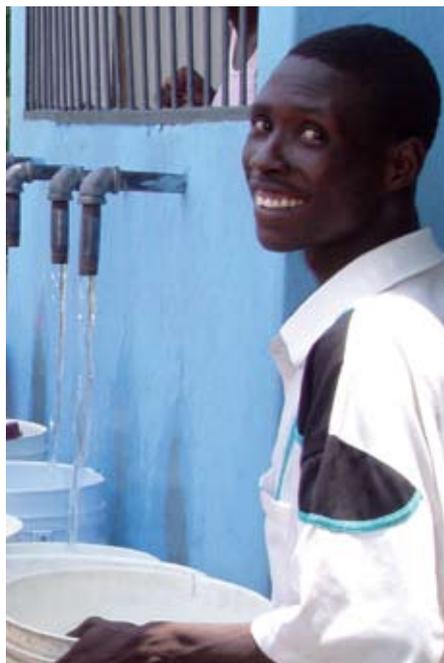
- 6 DES COMMUNES
Gao et Maxeville : La démocratie sort du puits (Mali)
Bobo Dioulassa et Narbonne : La naissance d'un service de l'eau (Burkina Faso)
- 7 **Aqabat Jabr et Besançon** : Quand l'eau du robinet apporte aussi l'espoir de la paix (Palestine)
- 8 DES RÉGIONS ET DES DÉPARTEMENTS
Oubritenga et région Limousin : A l'école de la décentralisation (Burkina)
Coquimbo et le département de l'Hérault : L'eau privée et ses conséquences (Chili)
- 9 DES PROS
Le réseau 2.0 des jeunes professionnels de l'eau
La formation des fontainiers du monde passe par le plateau des Millevaches
- 10 DES AGENCES DE L'EAU
Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Vallée du Taroudant apprennent ensemble à gérer les conflits de l'eau (Maroc)
Agence Artois-Picardie et Sandaré font pleuvoir dans les puits (Mali)
- 11 DES ASSOCIATIONS
Agence Seine Normandie soutient les transferts de savoir-faire d'Orsay (91) à Dogondoutchi (Niger)
- 12 PERSO
A Port-au-Prince les sourires et la démocratie jaillissent des bornes fontaines (Haïti) (Haïti)

à SUIVRE

Echanges de jeunesse : une formidable école de citoyenneté

Les gouttelettes de l'Espoir !

La France est le pays des droits de l'Homme mais 220 ans après la Révolution Française, il arrive, au temps de la mondialisation désordonnée, que l'on ne sache plus trop ce que l'esprit des Lumières signifie.



Avec l'eau, Haïti retrouve le sourire - © Julie Tipret-GRET

Comment croire à la devise inscrite au fronton de nos mairies, quand tous les jours des hommes, des femmes et des enfants venant de l'autre rive du monde se noient en tentant de gagner notre continent ? Comment parler d'égalité quand toutes les huit secondes un enfant meurt d'une maladie de l'eau dans le monde ? Comment penser fraternité quand la principale cause de cette cruelle situation est l'absence de toilettes et de systèmes d'assainissement efficaces pour que les eaux usées ne souillent pas l'eau de boisson ? Qui peut encore se sentir libre dans sa tête et dans son cœur face à cette injure à la condition humaine ?

La solidarité de l'eau va plus loin

Quoi de plus logique que nos villes qui ont eu le génie et aussi la chance économique et historique de se doter de services de l'eau et d'hygiène veuillent partager avec le reste de l'humanité ce formidable patrimoine commun ? Apporter l'eau potable, la traiter avant et après qu'elle ait été bu, sont parmi les plus belles missions qui puissent être au

service de l'humanité.

Puisque les services de l'eau nécessitent des règles de partage, ils sont aussi l'une des sources de la démocratie. En Afrique, dans les villes comme en brousse, la démocratie locale se construit aujourd'hui dans le même mouvement que les nouveaux services de l'eau. C'est ce que vous raconte, Réciprocité dont vous tenez le premier numéro entre vos mains.

Derrière le brouillard médiatique des malheurs du monde il vous présente un filet de gouttelettes d'espoir.

Quoi de plus beau que le sourire d'une enfant d'Haïti qui peut enfin boire une eau limpide à la borne fontaine d'un bidonville de Port au Prince ?

Quelle satisfaction pour les habitants des Pays de la Loire ou de Bretagne que de savoir qu'ils ont aussi contribué à l'émergence de ce grand et vrai bonheur ?

Des exemples comme celui-ci, il en existe aujourd'hui des centaines qui montrent qu'en France l'esprit de fraternité et de solidarité résiste. Ils sont portés par des centaines et des milliers de citoyens mobilisés au travers de ces précieux espaces de liberté que sont nos collectivités territoriales et nos associations. Recueillir ces gouttelettes d'espoir, les présenter et les faire connaître aux plus grands nombres, c'est la mission que c'est donné Réciprocité.

Réciprocité

Directeur de publication et de la rédaction : François Delaunay
Rédactrice en chef : Fanny Levasseur
Création et réalisation graphique : Manon Levasseur, Benjamin Savel & Bob Kanza

Secrétariat de rédaction : Isabelle Piriou, Corinne Cadet
Partenariat : Emmanuel Benarroch
Dépôt légal :

N° de commission paritaire en cours
Réciprocité est une publication de l'agence DFI

Eurl au capital de 10 000 €
Siret : 497798776800015
DFI 18, rue Charles de Gaulle
91400 Orsay
Tél. : 01 60 92 11 04
Mail : agence@dfi-presse.info
Site : www.reciprocite.info

Parole d'acteur

RÉCIPROCITÉ : LE KALÉIDOSCOPE DE TOUTES LES SOLIDARITÉS



Construction de latrines au Malawi - © Lourdes Segade - Picturetank

La solidarité internationale citoyenne implique des centaines de milliers de personnes dans toutes les régions de France. Pourtant, toutes les actions sont trop souvent ignorées. A l'heure où des replis identitaires menacent, Réciprocité veut mettre en lumière ces ouvertures sur le monde.

Parce que les échanges citoyens internationaux ne peuvent se concevoir que dans les deux sens et d'égal à égal, nous avons choisi d'appeler cette publication Réciprocité. Notre titre peut également s'écrire Récits pro cité. Plus qu'une astuce, ce clin d'oeil, exprime une conviction, celle que l'avenir de la planète dépendra beaucoup des citoyens et des formes de démocratie locales qu'ils construisent. Entre deux sommets des Etats nations à Rio, Kyoto ou Copenhague, les initiatives citoyennes font germer et alimentent l'espoir en construisant la démocratie.

Associations, ONG, entreprises, réseaux professionnels, collectivités territoriales, les voies et les moyens d'agir sont nombreux. Par exemple avec l'organisation internationale « Results-Résultats », pour rappeler aux politiques de la planète les objectifs du millénaire. En soutenant financièrement l'une des différentes ONG de la « Coalition Eau » comme Eau Vive, par exemple. En agissant avec l'une des innombrables associations locales de solidarité et de fraternité internationale. En appuyant les collectivités territoriales quand elles mènent

des actions de coopération internationales décentralisées. Ou encore en payant la taxe de solidarité internationale avec sa facture d'eau.

Mais dans ce cas, le geste de solidarité ne peut prendre son sens que s'il est clairement assumé par des citoyens correctement informés. Présenter les actions au regard de tous, c'est créer les conditions de leur citoyenneté.

Un projet éditorial original, collectif et ouvert

Dans l'univers médiatique actuel, donner du sens à la constellation des actions locales est un grand défi pour des professionnels de l'information. Faire du local sans tomber dans l'anecdote, faire du global sans sombrer dans le manichéisme, nécessite du discernement. Avec son rythme trimestriel et son traitement thématique, Réciprocité permettra de prendre ce recul. Réciprocité est un projet de presse innovant et ambitieux. L'agence éditrice DFI s'associe avec l'agence de photographes Picturetank pour donner à Réciprocité une qualité visuelle à la hauteur des enjeux. L'équipe des journalistes ouvrira les portes de son comité de rédaction aux acteurs de terrain. Notre politique éditoriale sera la plus participative possible.

La liberté d'esprit ne réside pas uniquement dans l'encrier, mais aussi dans le modèle économique. Réciprocité a déjà le soutien des Agence de l'eau Artois Picardie et Seine-Normandie ainsi que de Citées-Unies France. Elle cherche à multiplier les partenaires pour s'assurer des appuis de divers horizons. Dans ce domaine comme dans celui du vivant, la diversité est la meilleure garantie de survie.

Réciprocité existe dans un format original de mini-magazine, il existera en 2010 en version Webzine, une e-letter sera également lancée. Réciprocité fera le lien entre les différentes familles d'acteurs de la Solidarité Citoyenne Internationale.

Réciprocité bénéficie d'une large diffusion, numérique et papier, mais ne veut pas être prise au piège du gratuit et de ses addictions dangereuses avec le « tout publicité ».

Pour être crédible Réciprocité a besoin d'un engagement minimum de la part de ses lecteurs. C'est pourquoi Réciprocité propose des abonnements à tous ceux qui pensent qu'une information sur les activités de la Solidarité Internationale Citoyenne leur sera utile.

Nos prochains numéros seront consacrés aux échanges de jeunes, à la faim et à l'agriculture, à l'administration des villes et des territoires, aux micro-crédits, à la scolarisation, à la santé et à bien d'autres thèmes essentiels... N'attendez pas ! Nous avons besoin de vous.

Abonnez-vous !

François Delaunay & Fanny Levasseur

Remerciements

Ce numéro 1 n'aurait pu voir le jour sans le soutien et l'aide de :

Agence de l'Eau
Seine-Normandie



Agence Artois-
Picardie



pS-Eau



Cités Unies France



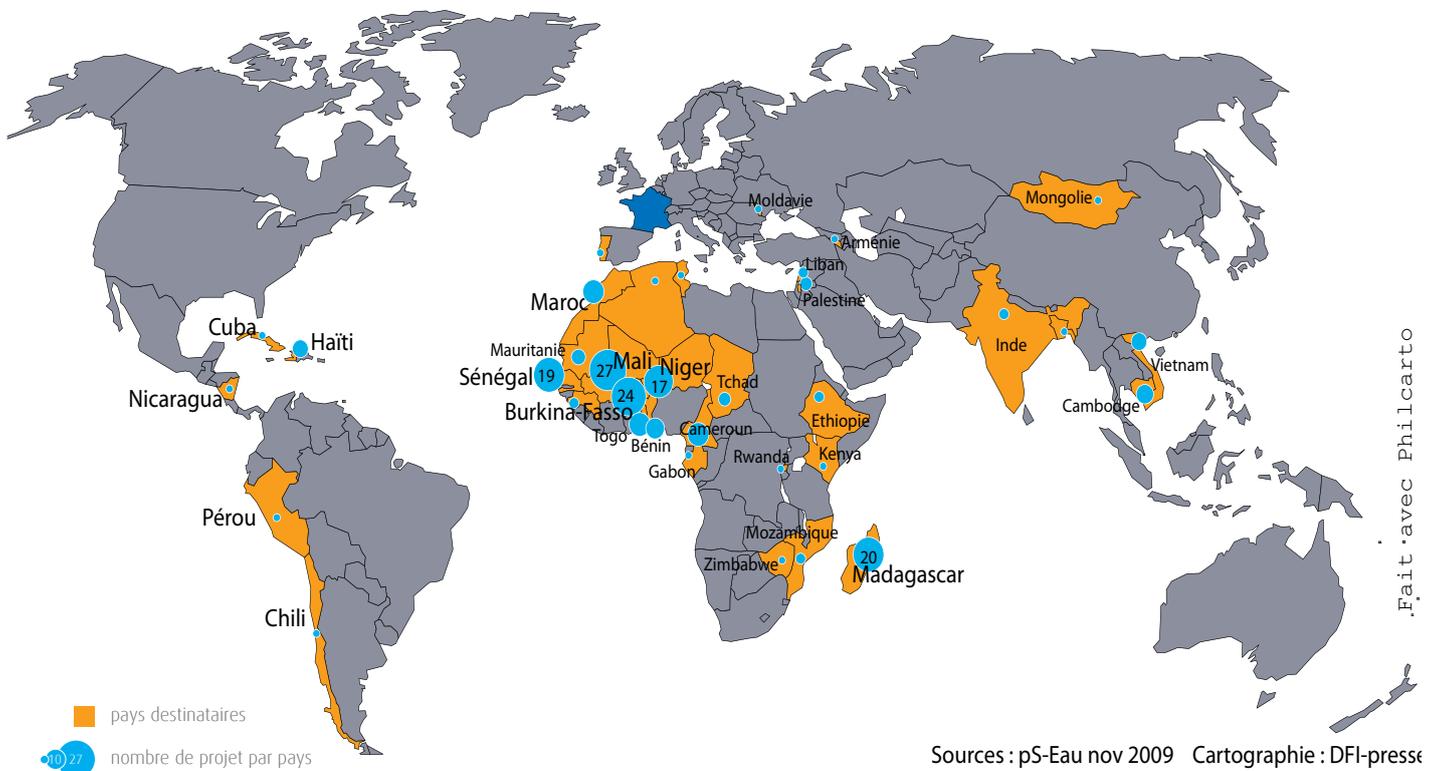
Offre de lancement :

**Abonnement individuel
pour 4 numéros 30 €**

**Abonnement groupés
3 abonnements au prix de 75 €,
5 abonnements au prix de 120 €**

Chèque à l'ordre de : DFI-presse.
18, rue Charles de Gaulle 91400 Orsay

OUÙ VA LE 1% SOLIDARITÉ EAU ?



Le dispositif 1 % Solidarité Eau

Avec la loi Oudin-Santini du 9 février 2005, les collectivités territoriales peuvent consacrer 1% de leur budget annuel à des actions de coopération internationale. Fin 2009, PS-eau évalue à environ 11.5 millions € les fonds recueillis par l'intermédiaire des factures d'eau et qui sont consacrés à la Solidarité Internationale de l'Eau.

Seule une minorité de projets (environ un tiers) reçoivent des financements issus du dispositif 1% solidarité dit loi Oudin. Les 6 agences de l'eau ont instauré le prélèvement solidarité eau qui vient s'ajouter aux diverses contributions collectées sur les factures d'eau. Au total, elles participent à une cinquantaine de programmes.

On dénombre actuellement 120 autorités organisatrices de la gestion de l'eau qui ont instauré le principe du 1% Solidarité Eau. Ce nombre est à comparer à celui des 6080 syndicats intercommunaux qui gèrent en France l'approvisionnement et la dépollution (assainissement) des eaux.

Comme ce sont souvent les plus grands organismes qui, comme le SEDIF et le SIAP de la région parisienne, ont été les premiers à mettre en place le dispositif du 1% solidarité Eau, on peut considérer aujourd'hui qu'environ 10 millions de français alimentent par leur facture d'eau les projets de développement des services de l'eau dans le monde. La Solidarité Eau a donc un fort potentiel de développement.

500 projets locaux pour l'eau en chantier !

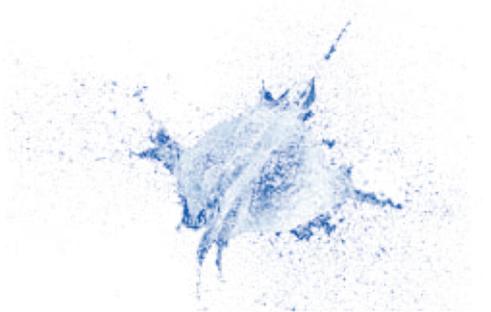
Le programme Solidarité-eau (pS-eau) recense environ 500 programmes de coopération internationale actuels ou récents menés par des collectivités locales, les ONG ou des associations françaises. « Chaque année, environ une centaine de projets significatifs voient le jour », évalue Guillaume Aubourg, responsable coopération décentralisée et non gouvernementale à PS-eau.

1 % solidarité eau : Qu'est-ce que ça coûte ?

En France une famille avec deux enfants consomme en moyenne 120 m³ d'eau par an. A raison de 2 € les 1000 litres d'eau potable (prix moyen constaté par les agences de l'eau), la contribution de chaque famille ne dépasse pas 2,5 € par an.

Les Collectivités locales mettent autant la main au porte monnaie qu'à la pâte

Aujourd'hui ONG et collectivités locales se partagent presque à part égale la fonction de portage des projets. « Depuis quelques années, les collectivités locales ne se contentent plus de financer », explique Bertrand Gallet à Cités Unies France.



1 % Solidarité Eau Que peut-on faire ? Qui peut le faire ?

- Avec 2 000 € il est possible de préserver la qualité de l'eau d'un puits en milieu rural (margelle, murets de protection, évacuation des eaux usées, aménagement des abords, formation à l'hygiène de l'eau). Avec le 1 % SE une commune de 5000 habitants peut financer une opération de protection de la qualité de l'eau.

- 15 000 € sont nécessaires pour creuser un point d'alimentation en eau pour 400 habitants au Sahel (travaux hydrauliques, formation à la gestion, éducation sanitaire, appui à la maîtrise d'ouvrage). Un investissement qui est à la portée d'une ville de 20 000 habitants.

La Solidarité Eau n'est pas qu'une question d'argent

Si l'argent est le nerf de la guerre, les collectivités locales ont plus que cela à apporter. Le savoir faire technique est précieux, mais c'est peut-être leur compétence en matière d'administration de services publics qui est à terme la plus utile. Quelque soit le mode de gestion, en régie directe ou en délégation à des entreprises privées, l'expertise des professionnels de l'administration des services de l'eau est primordiale à faire partager.

En retour les collectivités en retirent une expérience humaine extrêmement

enrichissante. Les projets de Solidarité internationale valorisent « les ressources humaines » de la fonction territoriale. C'est une forme de Réciprocité intéressante et parfaitement légitime. Une forme « Managerial Incentive » généreuse et intelligente en quelque sorte.

Les deux articles de la loi dite Oudin Santini du 9 février 2005

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

• Article 1 (L. 1115-1-1 du code général des collectivités territoriales) : « Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l'article L. 1115-1, des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. »

• Article 2 (L. 213-6 du code de l'environnement) : « Dans le respect des engagements internationaux de la France et dans le cadre de conventions soumises à l'avis du comité de bassin, l'agence peut mener des actions de coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dans la limite de 1 % de ses ressources, le cas échéant et suivant les règles statutaires en vigueur pour chaque catégorie de personnels, avec le concours de ses agents. »

Programme Solidarité Eau 25 ans d'expérience !

Le pS-eau est un réseau d'organismes français et étrangers. Sa mission principale consiste à favoriser la mise en relation des acteurs de l'eau pour rendre plus efficaces les actions de solidarité dans le domaine de l'eau.

Le programme Solidarité Eau est né en 1984, dans le courant de la décennie de l'eau lancée par les Nations Unies internationales de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA), d'une volonté des ministres européens de l'Environnement.

Le Conseil d'administration rassemble des élus locaux, des professionnels de l'eau; des chercheurs, des associations et ONG des représentants de l'Etat.

pS-Eau développe des activités d'échange et de concertation, de capitalisation et de diffusion d'information, d'appui aux porteurs de projet et d'animation de groupes de travail.

@ : Programme Solidarité Eau
32 rue Le Peletier
75009 Paris - France
Tél : + 33 1 53 34 91 20
Fax : +33 1 53 34 91 21
mail : pseau@pseau.org

Pour tous ceux (professeurs, animateurs, éducateurs, parents et autres) en quête d'inspiration pour alimenter leur projet pédagogique sur l'eau, pS-eau et l'Agence régionale de l'environnement (ARENE) d'Ile-de-France viennent de regrouper 780 exemples d'opérations menées depuis 2000 dans les pays francophones.
+ : www.ps-eau.org



Vient de paraître : Guide de la coopération décentralisée les bases essentielles à connaître pour lancer un projet de solidarité internationale en partant d'un bon pied. Téléchargeable sur le site de www.ps-eau.org



Fontaine à Dogondoutchi au Niger - © DR

DES COMMUNES

MALI : LA DÉMOCRATIE COMMUNALE SORT DU Puits

Entre Gao et Maxéville, il y a bien plus qu'un échange technique. En créant des services de l'eau, les équipes municipales posent aussi les premières pierres d'une administration locale.

Ali Alassane Touré, maire de Gao, expliquait avec clarté lors du 5ème forum mondial de l'eau à Istanbul : « Tout est encore à faire dans nos communes. Nous manquons de moyens opérationnels et réglementaires pour remplir notre rôle ». Heureusement trois ans auparavant lors du précédent forum de l'Eau il avait rencontré Henri Bégorre, maire de Maxéville (Lorraine). Entre les deux maires de l'est (l'un de la France, l'autre du Mali) qui ont aussi en commun la proximité avec un grand fleuve (la Moselle et le Niger), le courant est très vite passé. Un partenariat s'est rapidement mis en place dans le secteur de l'assainissement. Les techniciens municipaux Lorrains ont transmis leur savoir à leurs homologues maliens. Un premier chantier a d'abord permis de curer les caniveaux.

« L'urgence est de protéger notre faible ressource en eau potable des pollutions des eaux sales », lance l' élu malien dont le grand boubou coloré tranche avec



Au Mali comme partout dans le monde la gestion de l'eau appelle le dialogue et la démocratie. - © DR

l'uniformité des costumes-cravates de la grande manifestation internationale. « Les clés de la réussite ne sont pas que techniques, surtout quand les moyens sont limités. Il nous faut aussi compter avec les populations », poursuit le maire. C'est la jeune et dynamique Laëtitia Martinet qui est aux commandes. Cette urbaniste formée en France assure les tâches d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et met en place le programme de sensibilisation. « Concrètement cela se traduit par la mise en place d'un « règlement de l'eau », détaille Ali Alassane Touré. « Nous avons voté un arrêté en conseil communal qui oblige les habitants à payer une amende quand ils jettent leurs eaux sales n'importe où. 1000 Francs CFA ce n'est pas grand-chose mais cela contribue à

sensibiliser la population qui comprend maintenant que la bonne eau demande du travail et a donc de la valeur ». L'argent récolté grâce à ces amendes est reversée à des comités de quartier locaux qui gèrent eux-mêmes les installations de leur zone. Au Mali, l'enjeu de l'eau est aussi de construire une administration locale au service des populations. « Nous sommes fiers de contribuer à l'émergence de la démocratie locale africaine », confirme Henri Bégorre.

Lieu : Gao (Mali)

Opérateur : NanCIE

€ : Commune de Maxéville, NanCIE

@ : hbegorre@mairie-maxeville.fr

+ : PS-eau (lien)

NARBONNE AIDE BOBO DIOULASSO À DONNER NAISSANCE À UN SERVICE DE L'EAU

Au « pays des hommes intègres », ce n'est plus à l'Etat Burkinabé mais aux communes de veiller au bon fonctionnement des points d'eau. La tâche est lourde pour les jeunes maliennes.

La communauté urbaine du Grand Narbonne s'est engagée avec son délégataire Véolia auprès d'un groupe de communes de la région de Bobo Dioulasso (2ème plus

grande ville du Burkina Faso, 435 000 habitants). « Chacune de nos communes en parraine une au Burkina », explique Jean-Yves Glémée, élu de la communauté urbaine du Grand Narbonne.

« Après la mise en place d'installations dans la commune de Pèni, l'enjeu est aujourd'hui d'impulser une dynamique avec les communes environnantes pour créer un service municipal capable d'assurer l'entretien des installations existantes, notamment en mutualisant les coûts », poursuit l' élu catalan. La collectivité française et la fondation Véolia consacreront 180 000 € sur trois ans à ce projet.

De nouvelles bornes-fontaines seront creusées, des installations d'assainissement seront construites. « L'affaire est de première

importance dans la région, c'est une très belle coopération », témoigne Amadou Diallo, président de l'ADAE, association pour le développement des adductions d'eau, qui met en œuvre le projet au Burkina.

Lieu : Région de Peni (Burkina Faso)

Opérateur : ADAE (association pour le développement des adductions d'eau).

€ : Communauté de commune du Grand Narbonne, Fondation Véolia

@ : jy.glemee@mairie-narbonne.fr

PALESTINE : QUAND L'EAU AU ROBINET APPORTE L'ESPOIR DE LA PAIX

Dans les camps de Cisjordanie, le précaire s'éternise depuis 50 ans. Là où la communauté internationale est impuissante, les réseaux de coopération, auxquels participe la ville de Besançon, sont sur le point d'apporter l'eau au robinet des plus anciens réfugiés du monde.

Rien n'est simple en Palestine. Les territoires sont morcelés et la répartition des pouvoirs totalement emmêlée dans les méandres de l'histoire. A trois kilomètres à l'Est de Jéricho, le camp d'Aqabat Jabr est le plus grand des cinquante que compte la Palestine. C'est l'ONU qui est en charge d'y amener l'eau, du moins jusqu'aux limites. Le plus simple aurait été de brancher le camp sur le réseau de la ville de Jéricho mais ce serait assimiler le camp à un quartier de la ville. Cela reviendrait à abandonner les aspirations au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres en Israël. Impensable politiquement. Le camp est donc alimenté en eau par un système d'approvisionnement parallèle. A l'intérieur du camp, la distribution de l'eau est déléguée à un comité de gestion élu par



60 ans après la mise en place du camp, les maisons ont remplacé les tentes. - © DR

les réfugiés. Mais, celui-ci ne dispose que de très peu de moyens puisqu'il n'a pas officiellement vocation à durer. L'entretien n'est pas assuré, les canalisations sont vétustes et les fuites très importantes. En dépit de cette situation politique et donc technique extrêmement complexe, la ville de Besançon est engagée depuis 2008 dans une coopération avec le camp d'Aqabat Jabr. Le premier objectif est de rétablir un réseau efficace en faisant les répara-

tions et les extensions nécessaires. Ensuite, il s'agit d'organiser la gestion de la ressource au sein du camp. Plus tard, le projet s'attaquera à l'assainissement et au développement économique. L'urgence aujourd'hui est à la sensibilisation.

« Pour l'instant l'eau est gratuite et très gaspillée. La gestion directe par les habitants du camp aura une vertu pédagogique. Les populations comprendront que le service d'eau a un coût mais qu'il permet aussi de dégager des bénéfices pour la collectivité », explique Nicolas Guillemet, délégué à la coopération de la ville de Besançon. Les travaux d'adduction d'eau sont en cours et le futur gestionnaire local a déjà été recruté et formé. L'eau devrait couler au robinet dans les maisons avant l'automne. La ville de Besançon, n'entend pas s'arrêter en si bon chemin et a déjà commencé à étudier l'installation d'une micro-centrale d'assainissement.



Station service public de l'eau dans la région de Peni au sud du Burkina Faso - © Fondation Veolia Environnement

Lieu : Camp d'Aqabat Jabr (Jéricho - Palestine)
Opérateur : Ville de Besançon
€ : Ville de Besançon
@ : nicolas.guillemet@besancon.fr

DES RÉGIONS ET DES DÉPARTEMENTS



Inauguration d'un forage en 2008.

BURKINA : UNE ÉCOLE DE LA POLITIQUE TERRITORIALE DÉCENTRALISÉE

Entre le Limousin et l'Oubritenga au Burkina-Faso, il y a déjà plus de trente ans que ça dure. Dans cette région du plateau central située au Nord de Ouagadougou d'une superficie égale à la moitié d'un département français, les choses ont bien changé : 60 % des habitants disposent maintenant d'un accès à l'eau potable jugé

satisfaisant. Ce qui veut dire qu'en 2009, il reste encore 90 000 habitants qui n'en bénéficient pas.

L'Oubritenga a besoin de nouveaux puits mais aussi de réhabiliter les premiers car ils se dégradent. Il faut aussi installer des latrines, agir pour la gestion des déchets et développer des actions en matière d'éducation, de formation et d'agriculture. « Les besoins sont considérables et multiples », témoigne Florine Pruchon, membre du conseil régional jeune (CRJ), dans un compte rendu de mission. Du coup, la région Limousin et le Haut-commissariat de la province de l'Oubritenga structurent leurs échanges d'amitiés. Les deux autorités locales ont mis en place un programme de coopération pluri-annuel dont le deuxième volet vient de s'achever. Entre 2005 et 2008, le programme de coopération a permis d'investir 200 000 € dans divers équipements dont en premier lieu ceux liés à l'eau. Une somme qui représente deux fois le budget annuel de l'auto-

rité locale de l'Oubritenga. Autant dire que la coopération fait ici office de politique d'aménagement du territoire.

Au moins deux fois par an, les membres du comité de pilotage se réunissent en France ou au Burkina et décident ensemble de l'opportunité des actions. La dernière réunion a examiné une action proposée par l'association d'Ingénieurs sans frontières (ISF) pour promouvoir les diplômés du Sud dans les programmes internationaux en Afrique. Les citoyens aussi sont très impliqués, tant ceux qui reçoivent l'eau dans les villages Burkinabés que ceux qui en France contribuent au financement. « Les Limousins se sont mobilisés. De nombreux échanges existent entre établissements scolaires et depuis peu une troupe de théâtre de Tulle s'est « jumelée » avec une compagnie du Burkina ». L'intérêt pour les populations du Burkina Faso est visible. Il n'est pas moins réel pour les habitants du Limousin qui disposent ainsi d'une formidable fenêtre sur la réalité de « l'autre monde » et une enthousiasmante école de l'action territoriale citoyenne.

échanges de chercheurs et d'étudiants », explique Serge Miquel à la direction de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement du Conseil Général de l'Hérault. Le département languedocien s'est d'autant plus engagé dans ce partenariat scientifique qu'il a aussi une forte dimension citoyenne. Le coup d'Etat du 11 septembre 1973 et trente ans de dictature ont longtemps fait du Chili le laboratoire du libéralisme économique le plus dur. « Comme les richesses minières, l'eau appartient au propriétaire du terrain », explique Serge Miquel. Du coup, le propriétaire peut en faire ce qu'il lui plaît. Notamment la polluer et la rejeter au pied de la montagne, comme les compagnies minières n'ont eu de cesse de le faire durant des décennies.

CHILI : UN PAYS OÙ L'EAU N'EST PAS PUBLIQUE

Le Conseil Général de l'Hérault soutient la coopération internationale des scientifiques dans le domaine de l'agriculture et de l'eau. Une fenêtre d'observation sur un autre continent qui permet de mesurer l'importance du statut foncier de l'eau.

L'histoire commence avec des vers de terre en 1996 lorsque les universités de Montpellier et de Santiago s'associent pour développer au Chili un ingénieux système de dépollution des eaux usées. « D'année en année, la coopération scientifique s'est développée et intensifiée. Elle unit aujourd'hui les centres d'Agropolis et de l'INRA de Montpellier et le CEAZA qui est le principal organisme de recherche chilien. Nous soutenons les

« Les scientifiques ont longtemps été les seuls à pouvoir observer ces conflits de l'intérieur. Leurs travaux ont apporté des arguments pour aider les populations à se défendre », poursuit le responsable territorial.

« Ainsi le premier intérêt de notre coopération est peut-être de mesurer toute l'importance qu'il y a à donner à l'eau un statut de bien public. Dans nos démocraties on finit par l'oublier et y voir une question abstraite. Notre coopération avec le Chili nous montre à quel point le sujet de la propriété de l'eau est concret et fondamental ». L'eau comme bien public est une idée à défendre et à faire partager.

Le problème est, qu'en descendant des Andes, l'eau polluée des uns devient l'eau d'irrigation et de boisson des autres.

Lieu : Région de Coquimbo (Chili)
Opérateurs : Agropolis, INRA Montpellier, CEAZA
€ : Conseil général de l'Hérault
@ : sergemiquel@cg34.fr

DES PROS

LE RÉSEAU 2.0 DES JEUNES PROFESSIONNELS DE L'EAU



Les jeunes professionnels du Sud et du Nord continuent à partager après leurs études en commun - © Béatrice Tournonnias - Projection

Qu'ils soient européens ou africains, les jeunes professionnels de l'eau de Projection échangent leurs savoirs-faire et leurs expériences grâce aux nouvelles techniques de communication

Abdou, 30 ans, animateur social au Niger a rencontré Alexia, ingénieure française de 27 ans chez Véolia. Poyotcheba, togolais a pu échanger avec Mamadou, burkinabé et Célia avec Ali, Charlotte et Yacouba. C'était lors du « speed networking » (discussions courtes en duo autour d'un thème précis comme les méthodologies de travail) de l'atelier « professionnels juniors de l'assainissement dans les pays en développement » organisé par le réseau Projection.

A Niamey du 28 au 30 janvier 2009, quarante professionnels se sont ainsi retrouvés. Au programme, visites de terrain, ateliers d'échanges professionnels et théâtre-forum.

« Nous ne savions pas ce que donneraient ces formats d'animation, nous avons été très agréablement surpris » explique Béatrice Tournonnias, relais du réseau Projection à Paris. « Leurs projets sont très variés : développer un système de diguettes filtrantes au Niger, animer des comités de gestion en Côte d'Ivoire. Les jeunes pro-

fessionnels de l'eau favorisent les approches pragmatiques et les projets réalistes. Ils analysent aussi bien les raisons des échecs que celles des succès ». Outre des rencontres pour échanger leurs expériences, Projection entend aussi proposer aux jeunes professionnels un espace Internet de discussions et de réflexion autour des services essentiels. Créée en 2008, Projection rassemble déjà plus d'une centaine de membres, et le réseau compte bien se développer au Nord comme au Sud.

www.reseauprojection.org

FORMER LES FONTAINIERS DU MONDE

Dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, les ouvriers représentent près de 80% de la masse salariale mais sont les oubliés de la formation. Former les fontainiers des pays émergents est l'un des grands axes d'action pour permettre à l'humanité d'accéder durablement à des services de l'eau fiables.

« Dans les pays du Sud, on pense souvent investissement avant de penser exploitation à long terme. Pourtant, pour qu'un projet se pérennise il faut des ouvriers bien formés aux métiers de l'eau », martèle Jean-François Donzier, président de l'OIEau. L'office international de l'eau, basé à La Souterraine dans le Limousin, est une association créée par les professionnels de l'eau à la fin des années 70 pour assurer la formation aux métiers de l'eau en France. Depuis l'OIEau participe à la création de centres de formation partout dans le monde, au Nigéria en 1993, en Pologne en 1996, au Vietnam en 1999, au Brésil en 2000, et dernièrement en Arabie Saoudite en 2007 et en Libye en 2008. Pour chapeauter le tout, le réseau inter-

national des centres de formation aux métiers de l'eau a été créé l'an dernier. Ainsi, depuis le plateau des Millevaches (ce qui veut dire les mille sources) l'OIEau irrigue la planète de ses compétences.

« Nous conseillons les états et les services locaux de l'eau », poursuit Jean-François Donzier. « Nous aidons actuellement les mexicains, les libanais et les algériens à développer leurs services de l'eau. Les populations sont demandeuses de services qui fonctionnent et sont prêtes à payer pour cela. Nous avons même constaté qu'il y avait moins d'impayés dans les bidonvilles que dans les quartiers aisés ».

Aujourd'hui, l'OIEau contribue chaque année à la formation de plus de 5000 professionnels de l'eau en France, une vingtaine de chargés de mission interviennent à l'international. A travers l'OIEau et les professionnels de l'eau, les services des eaux des villes de France participent indirectement à la formation de plusieurs milliers de professionnels des métiers de l'eau dans le monde.

www.oieau.fr



Plateforme d'entraînement à la pose de canalisations (Centre de formation en Afrique du Sud)

DES AGENCES DE L'EAU

MAROC : EAU DES CHAMPS, EAU DES VILLES : COMMENT RÉPARTIR ENTRE LES DEUX ?

Apporter l'eau est une chose mais administrer son usage en est une autre tout aussi importante. Surtout, comme dans le cas de la région de Taroudant dans le sud marocain, lorsqu'il n'est pas facile d'arbitrer entre l'eau domestique pour les habitants et l'eau d'irrigation pour les cultures. Après la pose des tuyaux dans 6 villages, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) et la communauté urbaine du Grand Lyon apportent leur expérience pour aider les acteurs locaux à mettre en place des modes de concertation.

« Chaque année, en pleine période d'irrigation, la nappe s'abaisse d'un à deux mètres », s'alarme François Guerber de l'AERMC. Dans la vallée fertile de Sous, à l'Est d'Agadir, au pied du Mont Toubkal (4167 m et point culminant du Maroc), les tensions autour de l'eau sont aussi importantes que dans la vallée du Rhône. Les cultures légumières vouées à l'exportation sont en plein développement. Mais en même temps qu'elles apportent des devises, elles tarissent les captages des nouveaux réseaux d'adduction. Comme en Provence, les agriculteurs et les autres habitants doivent inventer de nouvelles règles de répartition de la ressource. Depuis 3 ans, les organismes français échangent leur savoir faire avec les acteurs locaux marocains pour créer les instances

de concertation et de représentation adaptées. « Nos systèmes de SAGE (schéma d'aménagement de la gestion de l'eau) et nos CLE (commissions locales de l'eau) peuvent donner des idées mais c'est toute une ingénierie sociale qui est en train d'être inventée dans la vallée. Pour notre part nous en retirons aussi des enseignements et notamment un certain pragmatisme qui nous est très utile en France », explique François Guerber.

Lieu : Taroudant (Maroc)

Opérateur : Association Migration & Développement

€ : Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Centre et Grand Lyon, Véolia Eau

@ : francois.guerber@eaumc.fr

+ : <http://www.pseau.org>



Première esquisse de la carte des ressources en eau dans un village de la région de Sandaré. © GRDR

MALI : L'EAU DE L'ARTOIS-PICARDIE FAIT PLEUVOIR DANS LES PUIITS MALIENS

« Nous avons besoin d'eau pour boire et aussi pour l'élevage et pour l'agriculture ! », insiste, Monzon Coulibaly maire de Sandaré, commune regroupant 23 villages totalisant environ 20 000 habitants, dans l'Ouest du Mali.

Dans cette région sahélienne semi-désertique, les premiers villages ont été desservis dès 1984, grâce notamment à l'action des associations de travailleurs immigrés en France. Aujourd'hui la bataille de l'eau

est intimement liée au développement économique de cette zone rurale. Le GRDR (groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural), une association française agissant avec les migrants africains des régions d'Île-de-France, de Normandie et du Nord-pas-de-Calais, aide les agriculteurs maliens à développer et diversifier leurs cultures, avec notamment des productions de fleurs. Pour cela, il faut maîtriser l'eau de pluie, déjà très rare, qui ruisselle rapidement sur les sols. C'est pourquoi le GRDR et les agriculteurs maliens des bassins versants des rivières de Térékolé, de Kolimbiné et du Lac Magui construisent des réseaux de diguettes et de petits barrages pour favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol et ainsi améliorer l'alimentation des puits. Pour renforcer ses moyens d'action, l'association GRDR a demandé l'aide à l'Agence de l'eau Artois - Picardie qui octroie un financement de 150 000 € au titre du 1% solidarité eau (Loi Oudin, voir page 7). C'est ainsi qu'une infime partie des taxes prélevées par l'Agence dans le Nord de la France tombe

dans les puits des agriculteurs maliens. Mais à la différence des grands travaux hydrauliques que l'Afrique a pu connaître par le passé, l'argent ne joue ici qu'un rôle de déclencheur des énergies locales. « L'efficacité de ce projet repose surtout sur l'implication des populations. », explique Mamadou Diarra, chargé de mission du GRDR au Mali. « Tous les bras valides ont participé à la construction », raconte fièrement le maire. Après une violente inondation en 2007, les populations ont compris qu'il fallait aussi disposer de fonds pour réparer les ouvrages. Du coup elles ont institué une redevance sur les cultures et les jardins. Le principe de l'entretien dont l'absence est si souvent regrettée en Afrique fait son chemin. « Depuis le début du projet, l'alimentation des puits s'est nettement améliorée. Nous comptons étendre le système à l'ensemble de la région », conclut Mamadou Diarra.

Lieu : Sandaré (Mali)

Opérateur : GRDR (groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural)

€ : Agence de l'eau Artois-Picardie

@ : g.aubert@eau-artois-picardie.fr

DES ASSOCIATIONS

NIGER : D'ORSAY À DOGONDOUTCHI, LE TRANSFERT DE SAVOIR-FAIRE.



Toute la population s'est mobilisée pour les diguettes filtrantes
- © Pierre Vergely- Echanges Orsay-Dogondoutchi

En 2001, comme chaque année, le ciel a jeté des pluies violentes sur les collines qui surplombent la grande bourgade rurale de Dogondoutchi, au Sud du Niger. Quelques heures suffisent pour détruire les habitations en argile appelées « banco ». Sur les pentes desséchées, l'eau tant attendue et espérée emporte tout. Soixante mille habitants sont dans le désarroi. « Que peut-on faire pour que cela ne recommence pas ? », demande les responsables de la ville à leurs amis d'Orsay. Depuis 1993, l'association Echanges avec Dogondoutchi-Niger écoute les habitants de Douchi et sert de point d'appui pour le montage et la conduite de projets correspondant à leurs initiatives. La collaboration est fructueuse, tant dans le domaine du micro-crédit avec l'arrivée du Crédit Mutuel en 2005, que de l'eau : « Dès 2002, avec les financements du Conseil Général de l'Essonne, nos amis ont appris et construit des digues contre les inondations. Ils ont aussi amorcé la généralisation des latrines dans la commune. Depuis 2007, l'Agence de l'Eau Seine Normandie a permis aux habitants des villages isolés de la commune de creuser une douzaine de puits », note Jean-Louis Boy-Marcotte,

président de l'Association d'Orsay. Comment s'est enclenchée cette mobilisation des habitants de Douchi autour de la maîtrise des eaux de ruissellement en 2002 ? Après les inondations, les autorités de Douchi se tournent naturellement vers l'Association d'Orsay devant les avancées de la mutuelle et du programme latrines. L'Association n'a pas le savoir faire : elle contacte à Evry Joël Carette, un géographe spécialiste des travaux d'aménagements ruraux en zone tropicale. « Construisons des digues-filtrantes au travers du lit des oueds pour ralentir les écoulements et favoriser les infiltrations », préconise cet ingénieur de terrain. Il a découvert le principe en Lybie où les Romains l'avaient utilisé il y a 2000 ans...

La solution est rustique : un long muret de pierre de 2 m de large sur environ 50 cm de hauteur. « Tout se fait à la force des bras. Il faut juste respecter les courbes de niveaux », explique-t-il. « Ce n'est pas la technique qui est déterminante mais la volonté locale », précise Joël Carette qui a rapidement trouvé à Dogondoutchi les relais efficaces.

Les Essonnais ont été bluffés. « C'est toute la ville qui s'y est mis. 200 charrettes à bœuf ont charriées sur 7 km des cailloux provenant du plateau volcanique », témoignent les deux ingénieurs qui en ont filmé le spectacle digne d'un film hollywoodien de Cecile B De Mille.

« On pensait construire 100 m de digue prototype en 2002 ... nos amis en ont construit 1 kilomètre pour mettre la ville hors d'eau dès la première année », souligne Jean-Louis Boy Marcotte. Devant l'efficacité de ces digues en 2003, Douchi a construit 4 km de digues jusqu'en 2007.

Depuis, Dogondoutchi est protégée des

inondations, l'eau s'infiltré dans le sol. En amont, dans des cuvettes vertes visibles sur les images satellites de GoogleEarth, le reboisement s'amorce. Depuis 2007, Douchi développe ces travaux hydrauliques dans les champs pour augmenter l'infiltration des eaux et augmenter la production des champs ... Le projet n'en finit pas de marcotter, de s'enraciner et de s'étendre. L'ONG Nigérienne RAIL (Réseau d'Appui aux Initiatives Locales) l'a repris à son compte et fait prospérer les digue-filtrantes dans tout le pays et même au-delà des frontières. « Nous avons été choisi par le Mali pour transférer notre savoir-faire dans le cercle (département NDLR) de Douentza », explique à Dogondoutchi, Souley Soumana chef de projet maîtrise des eaux de ruissellement (MER). Les savoir-faire n'ont pas fini de ruisseler...

Lieu : Dogondoutchi (Niger)
Opérateur projet : Echanges avec Dogondoutchi Niger, ONG rail Niger
€ : Agence de l'eau Seine-Normandie, Conseil général de l'Essonne
Commune de Dogondoutchi et population
@ : boy-marcotte@wanadoo.fr
+ : www.pseau.org
http://douchiorsay.free.fr



Les diguettes freinent les eaux et favorisent leur infiltration
© Pierre Vergely- Echanges Orsay-Dogondoutchi

PERSO

HAÏTI : LES BORNES FONTAINES FONT JAILLIR LA DÉMOCRATIE DANS LES BIDONVILLES



Près d'une borne fontaine de Port-au-Prince, les habitants attendent leur tour.

Depuis quelques années, 350 000 habitants des bidonvilles de Port au Prince bénéficient d'eau potable grâce à un réseau de bornes fontaines géré par des comités d'usagers. Le GRET et Suez, entre autres, se sont engagés dans ces opérations vitales. Alexandre Brailowsky, médecin, témoigne.

« Mon expérience de médecin au sein de différentes ONG m'a montré qu'on sauvait souvent plus de vies en amenant l'eau potable qu'en fournissant des médicaments ». Quand il raconte ses expériences, Alexandre Brailowsky maintenant directeur de l'ingénierie sociétale au sein du groupe Suez Environnement, fait tout suite toucher du doigt la réalité à son interlocuteur. « A Haïti, le manque d'eau potable a des conséquences catastrophiques sur les populations. Le taux de mortalité infantile atteint 60 pour mille quand il est de 4 pour mille en France (nombre d'enfant mourant avant 1 an pour mille naissances), notamment en raison des maladies liées à l'eau sale comme la diarrhée ou le choléra. » Sur l'île, le problème d'accès à l'eau vient autant du manque de ressources et d'infrastructures

que de la mauvaise gestion. Dans les rues de Port au Prince, l'eau, souvent issue de forages illégaux, se vend à prix d'or dans de petits sachets plastiques. C'est justement dans ces bidonvilles que le GRET (groupe de recherches et d'échanges technologiques) a débuté un programme en 1995 qui vise à fournir de l'eau potable avec l'aide de la population. Sur les terres de la première république noire à l'histoire chaotique, il s'agit aussi d'accompagner la reconstruction de l'état à travers celle des services d'eau et d'assainissement. Dans un contexte politique très instable où les populations n'ont plus confiance en leurs dirigeants, redonner du pouvoir à l'entité publique en dépassant les logiques d'intérêts individuels est un véritable challenge. Dans le système mis en place par le GRET et soutenu par la Fondation Suez Environnement, l'état haïtien reste maître, à travers la CAMEP (centrale autonome métropolitaine d'eau potable) mais il délègue la gestion à des entités locales : les comités villageois élus démocratiquement par les usagers et baptisés « komités Dlo ».

Concrètement, des bornes fontaines sont installées dans les quartiers et un habitant rémunéré par le comité est en charge d'assurer la vente de l'eau. Un compteur permet aux usagers et au comité de contrôler la quantité d'eau vendue et des compteurs situés en amont et en aval détectent les fuites et les « piquages » (détournements illégaux). Les comptes sont accessibles à tous et une partie des bénéfices permet de financer des projets d'intérêt collectif comme un système d'assainissement mais aussi des bibliothèques, des routes, des ponts et des dispensaires ...

Avec la mise en pratique concrète de la gestion citoyenne de l'eau, Haïti commence à se reconstruire. Les programmes de coopérations ont contribué à rétablir la confiance dans l'action publique et collective.

« Nous sommes biodégradables », lance Alexandre Brailowsky, « Nous sommes heureux de pouvoir partir et laisser les Haïtiens gérer leur avenir. »

Lieu : Port au Prince (Haïti)
Opérateur projet : CAMEP
€ : Suez, Union Européenne
@ : elodie.marchand@suez-env.com

ECHANGES DE JEUNESSE : UNE FORMIDABLE ÉCOLE DE CITOYENNETÉ

Le 26 novembre, se sont tenues à Montreuil les 2èmes rencontres jeunesse à l'internationale organisées par Citées Unies France, en partenariat avec l'association des maires de France, l'assemblée des départements de France et l'association des régions de France. Au programme : tables-rondes, conférences et débats sur l'engagement citoyen des jeunes à l'international. La journée aura montré que la solidarité internationale était une formidable école de la citoyenneté. La richesse des initiatives et des démarches présentées montre que la jeunesse a toute sa légitimité à intervenir dans les échanges de solidarités internationales. La rédaction de Réciprocité entend profiter de ce travail collectif pour faire des échanges de jeunesse le thème de son deuxième numéro. En attendant, Réciprocité vous propose de découvrir sur son site le film de Fanny Levasseur : « Arbres et Palabres – Carnet d'un voyage solidaire », www.reciprocite.info



© François Delaunay-Réciprocité

Faites-nous connaître vos initiatives en contactant la rédaction.

Mail : agence@dfi-presse.info

Tél. : 01 60 92 11 04